

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

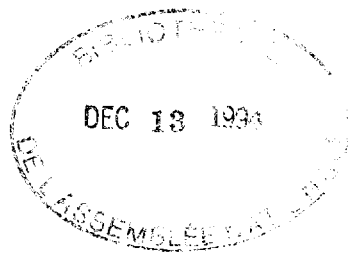
Projet de loi 46

**Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives**

---

**Présentation**

**Présenté par  
Madame Louise Harel  
Ministre de l'Emploi**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1994**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi vise à modifier certains éléments du régime de négociation prévu à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.*

*Il modifie notamment la définition du secteur résidentiel et celle de la machinerie de production, élimine les règles afférentes au calcul de la représentativité sectorielle des associations de salariés représentatives, réaménage les rôles respectifs des diverses associations d'employeurs, modifie la date d'échéance des conventions collectives sectorielles et permet la conclusion d'ententes particulières pour la réalisation de projets de construction de grande importance.*

*Le projet de loi a également pour objet de modifier le champ d'application de la loi en y réintroduisant les travaux de construction de bâtiments réservés à l'habitation qui en étaient exclus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994 tout en excluant certains travaux spécialisés relatifs à des bâtiments d'habitation et ceux relatifs à des biens culturels. Il modifie aussi, pour le secteur résidentiel, la norme réglementaire portant sur la proportion entre les nombres d'apprentis et de compagnons d'un même métier.*

*Il prévoit en outre l'ajout de certains pouvoirs à la Commission de la construction du Québec pour améliorer son financement, tenir compte de particularités régionales et favoriser l'accès et le maintien des femmes sur le marché du travail dans l'industrie de la construction. Il lui permet aussi d'ordonner la suspension de travaux de construction lorsque ceux-ci ne sont pas exécutés en conformité des lois et règlements.*

*Le projet de loi modifie par ailleurs les compétences respectives du Commissaire de la construction et du Conseil d'arbitrage, établit de nouvelles règles portant notamment sur la nomination, la rémunération et la durée du mandat du commissaire et des commissaires adjoints et dote le commissaire de nouveaux pouvoirs.*

*Il comporte aussi des dispositions de nature technique ainsi que des dispositions transitoires et finales visant notamment à assurer le respect des engagements du gouvernement dans le cadre d'ententes intergouvernementales auxquelles il est partie, à protéger les contrats conclus jusqu'à la date de sa présentation et à faciliter la qualification des travailleuses et travailleurs qui, en 1994, ont exécuté des travaux à l'extérieur du champ d'application de la loi.*

**LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:**

- Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20);
- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61);
- Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1975, chapitre 51);
- Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (1976, chapitre 72).



## Projet de loi 46

### **Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), modifié par l'article 1 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans le paragraphe *g*, des mots «une ou plusieurs associations de salariés représentatives et l'association d'employeurs, mandatée à cette fin par une association sectorielle d'employeurs» par les mots «les parties négociatrices de ce secteur»;

2° par le remplacement du paragraphe *y* par le suivant:

«*y*) «secteur résidentiel»: le secteur de la construction de bâtiments ou d'ensembles de bâtiments contigus, y compris les installations et les équipements physiquement rattachés ou non à ces bâtiments, dont au moins 85 % de la superficie, excluant celle de tout espace de stationnement, est réservée à l'habitation et dont le nombre d'étages au-dessus du sol, excluant toute partie de sous-sol et vu de toute face du bâtiment ou de l'ensemble de bâtiments, n'excède pas six dans le cas de bâtiments neufs ou huit dans les autres cas.».

**2.** L'article 7.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa et après le mot «règlements», des mots «ainsi qu'à celle de la Loi sur le bâtiment ou de ses règlements en ce qui concerne la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires».

**3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7.2, des suivants :

« **7.3** La Commission peut, dans l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 7.1, demander à toute personne qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction de lui démontrer, d'une part, qu'elle est titulaire d'une licence appropriée délivrée en vertu de la Loi sur le bâtiment et, s'il y a lieu, d'un certificat de compétence ou d'une preuve d'exemption approprié délivré en vertu de la présente loi et, d'autre part, que toute personne dont elle utilise les services pour l'exécution de travaux de construction ou qu'elle affecte à des travaux de construction est titulaire d'un tel certificat de compétence ou preuve d'exemption.

La Commission formule sa demande par écrit et fixe un délai pour s'y conformer.

« **7.4** La personne visée par la demande doit en informer sans délai son client.

Si elle fait défaut de s'y conformer dans le délai fixé, la Commission peut, après avoir permis à toute personne intéressée informée de cette demande de lui communiquer son point de vue, ordonner la suspension des travaux dans la mesure qu'elle indique.

La Commission rend sa décision par écrit, en transmet copie à toute personne intéressée qui a fait valoir son point de vue et en affiche une copie dans un endroit en vue sur le lieu des travaux visés.

« **7.5** La Commission peut autoriser la reprise de travaux de construction qui ont été suspendus dès que la personne qui entend les exécuter ou les faire exécuter lui démontre, d'une part, qu'elle est titulaire d'une licence appropriée délivrée en vertu de la Loi sur le bâtiment et, s'il y a lieu, d'un certificat de compétence ou d'une preuve d'exemption approprié délivré en vertu de la présente loi et, d'autre part, que toute personne dont elle entend utiliser les services pour l'exécution de ces travaux ou qu'elle entend affecter à ces travaux est titulaire d'un tel certificat de compétence ou preuve d'exemption.

« **7.6** Les pouvoirs prévus aux articles 7.3 à 7.5 peuvent être exercés par toute personne que la Commission autorise à cette fin. Cette personne doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat visé au deuxième alinéa de l'article 7.1.

« **7.7** Toute personne qui se croit lésée par une décision rendue en vertu de l'article 7.4 peut, dans les dix jours de sa notification, en demander la révision au commissaire de la construction. Ce dernier peut en saisir un commissaire adjoint de la construction.

La demande de révision est instruite et décidée d'urgence.

Les articles 21.2 à 23.1 s'appliquent à une telle demande de révision.

« **7.8** La Commission peut déposer une copie conforme d'une décision rendue en vertu de l'article 7.4, à l'expiration du délai pour en demander la révision, ou d'une décision finale du commissaire de la construction ou d'un commissaire adjoint de la construction, s'il y a eu révision, au bureau du greffier de la Cour supérieure du district où est situé le lieu visé par la décision.

Sur ce dépôt, la décision devient exécutoire comme un jugement final et sans appel de la Cour supérieure et en a tous les effets.

« **7.9** La Commission doit transmettre au ministre, à sa demande, les données statistiques, rapports ou autres renseignements concernant l'application des articles 7.3 à 7.8 dans le délai et suivant la forme qu'il détermine.

« **7.10** La Commission de même que toute personne visée aux articles 7.1 ou 7.6 ne peuvent être poursuivies en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. ».

**4.** L'article 17 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 1, des mots «et les associations d'entrepreneurs» ;

2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 2, de «à un degré de 5 %» ;

3° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

«3. L'association d'employeurs et les associations d'entrepreneurs désignent chacune un membre.» ;

4° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 4, des mots «et l'association d'employeurs» par «, l'association d'employeurs et chaque association d'entrepreneurs» ;

5° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 7 et après le mot «employeurs», des mots «et les associations d'entrepreneurs» ;

6° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 9, des mots «par l'association».

**5.** L'article 19 de cette loi, modifié par l'article 11 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 10° du premier alinéa par le suivant :

« 10° aux travaux de construction relatifs aux gouttières, aux portes de garage, aux systèmes d'aspirateur central ou de domotique et à l'aménagement paysager, à l'exception de la pose d'asphalte et de béton, qui sont exécutés au regard de bâtiments réservés à l'habitation dont le nombre d'étages au-dessus du sol, excluant toute partie de sous-sol et vu de toute face, n'excède pas huit ; » ;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 11° aux travaux de construction exécutés au regard de bâtiments reconnus ou classés comme biens culturels en vertu de la Loi sur les biens culturels (chapitre B-4), y compris les installations et les équipements physiquement rattachés ou non à ces bâtiments. ».

**6.** L'article 21 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « le » par le mot « un » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le commissaire de la construction est également chargé, sur demande de toute partie intéressée, d'entendre et de régler les conflits de compétence relatifs à l'exercice d'un métier ou d'une occupation. Il peut de même en saisir un commissaire adjoint de la construction. ».

**7.** L'article 21.1 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **21.1** Le commissaire et des commissaires adjoints de la construction sont nommés par le gouvernement pour un mandat déterminé d'au plus cinq ans.

« **21.1.1** Le commissaire ou un commissaire adjoint de la construction peut, à l'expiration de son mandat, continuer à exercer ses fonctions pour terminer les affaires qu'il a déjà commencé à entendre et sur lesquelles il n'a pas encore statué.

« **21.1.2** Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du commissaire et des commissaires adjoints de la construction.



Une fois fixée, la rémunération du commissaire ou d'un commissaire adjoint ne peut être réduite.

**«21.1.3** Le commissaire ou un commissaire adjoint de la construction ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, exercer une fonction, poursuivre une activité ou se placer dans une situation incompatibles avec l'exercice de ses fonctions.

Il ne peut, non plus, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de sa charge. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence. ».

**8.** L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «à cette fin» par les mots «aux fins de leurs enquêtes, décisions et ordonnances».

**9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 23, des suivants:

**«23.1** Le commissaire de la construction ou le commissaire adjoint de la construction a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa compétence; il peut rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des parties et décider de toute question de droit ou de fait.

**«23.2** Le commissaire de la construction ou le commissaire adjoint de la construction peut, de sa propre initiative, s'il le croit utile pour l'examen d'une affaire, visiter à toute heure raisonnable un chantier de construction ou tout autre lieu qui se rapporte à l'affaire. Il doit alors en informer le responsable des lieux et inviter les parties à l'accompagner.

À l'occasion d'une visite des lieux, le commissaire ou le commissaire adjoint peut examiner tout bien meuble ou immeuble qui se rapporte à la question dont il doit disposer. Il peut aussi, à cette occasion, interroger les personnes qui s'y trouvent.

Toute personne responsable des lieux de la visite est tenue d'en donner accès pour permettre au commissaire ou au commissaire adjoint d'exercer ses pouvoirs. ».

**10.** L'article 35.1 de cette loi, édicté par l'article 19 du chapitre 61 des lois de 1993, est abrogé.

**11.** L'article 41 de cette loi, modifié par l'article 21 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants :

«**41.** L'association d'employeurs et les associations sectorielles d'employeurs sont les agents patronaux aux fins de la négociation et de la conclusion de conventions collectives en vertu de la présente loi.

L'association d'employeurs est l'agent patronal unique au regard des matières mentionnées à l'article 61.1. À cet égard, elle reçoit ses mandats des associations sectorielles d'employeurs. Elle leur fournit aussi un soutien en matière de relations du travail.

Chaque association sectorielle d'employeurs est, pour son secteur, l'agent patronal unique au regard des matières autres que celles mentionnées à l'article 61.1. Chacune peut toutefois mandater l'association d'employeurs pour remplir ce rôle en totalité ou en partie pour son secteur. ».

**12.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41, des suivants :

«**41.1** L'association d'employeurs doit, dans la proportion et selon la répartition qu'elle détermine, distribuer aux associations sectorielles d'employeurs une partie des cotisations que la Commission lui a remises en vertu de l'article 40.

Elle doit aussi, au sujet de ses membres qui ont droit de participer aux assemblées et aux scrutins tenus par les associations sectorielles d'employeurs, fournir à celles-ci toutes les informations pertinentes à ces fins.

«**41.2** Toute association sectorielle d'employeurs doit transmettre à la Commission une copie certifiée conforme de ses statuts et règlements ainsi que de toute modification qui leur est apportée.

Ces statuts et règlements doivent au moins prévoir :

1° le mode de convocation des assemblées où il sera question de relations du travail ;

2° que tous les employeurs membres de l'association d'employeurs qui, au cours de la période et dans les rapports visés au deuxième alinéa de l'article 44.1, ont déclaré des heures de travail comme ayant été effectuées dans le secteur concerné ont droit de

participer à ces assemblées et aux scrutins tenus en vertu de la présente loi et qu'ils ont le droit de s'y exprimer librement sans encourir de sanction;

3° le type de majorité requise lors de ces scrutins ainsi que, si l'association sectorielle le juge approprié, un mécanisme permettant de déterminer, en fonction du nombre d'heures de travail déclarées comme ayant été effectuées dans le secteur, la valeur relative du vote exprimé par chaque membre de l'association d'employeurs qui participe à un scrutin;

4° que tout dirigeant chargé de la gestion financière de l'association sectorielle doit déposer à la Commission un cautionnement d'un montant déterminé par cette dernière;

5° que tout membre de l'association d'employeurs qui a le droit de participer aux assemblées et aux scrutins tenus par l'association sectorielle a le droit d'obtenir gratuitement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé des revenus et dépenses de l'association sectorielle. ».

**13.** L'article 42 de cette loi, modifié par l'article 22 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa et chaque fois qu'ils y sont employés, des mots «l'association» par les mots «une association sectorielle»;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa et après le mot «secteur», des mots «de cette association sectorielle»;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots «doit en être informée» par les mots «et l'association d'employeurs doivent en être informées»;

4° par le remplacement de la première phrase du quatrième alinéa par la suivante: «Les négociations doivent commencer entre les associations de salariés représentatives à un degré de plus de 50 % et, selon leurs rôles respectifs, l'association sectorielle d'employeurs ou l'association d'employeurs, et elles doivent se poursuivre avec diligence et bonne foi. ».

**14.** L'article 44 de cette loi, remplacé par l'article 25 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots «dans le secteur et par l'association d'employeurs, mandatée à cette fin» par le mot «et»;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « En » par le mot « Au ».

**15.** L'article 44.1 de cette loi, édicté par l'article 26 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié :

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « mandater l'association d'employeurs pour » ;

2° par le remplacement, dans les cinq dernières lignes du deuxième alinéa, de « ont déclaré, au cours de cette période de douze mois, plus de 50 % des heures déclarées comme ayant été effectuées dans le secteur par la totalité des employeurs ayant transmis des rapports mensuels à la Commission au cours de la même période » par les mots « constituent une majorité aux termes des statuts et règlements de l'association sectorielle d'employeurs ou, à défaut de disposition à cet égard dans les statuts et règlements, si ceux qui sont favorables à l'entente constituent la majorité de ceux qui ont exercé leur droit de vote ».

**16.** L'article 44.2 de cette loi, édicté par l'article 26 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié par le remplacement, dans les cinq dernières lignes du deuxième alinéa, de « ont déclaré, au cours de cette période de douze mois, plus de 50 % des heures déclarées comme ayant été effectuées dans le secteur par la totalité des employeurs ayant transmis des rapports mensuels à la Commission au cours de la même période » par les mots « constituent une majorité aux termes des statuts et règlements de l'association sectorielle d'employeurs ou, à défaut de disposition à cet égard dans les statuts et règlements, si ceux qui sont favorables à l'entente constituent la majorité de ceux qui ont exercé leur droit de vote ».

**17.** L'article 45 de cette loi, remplacé par l'article 27 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié par le remplacement, dans les trois dernières lignes du deuxième alinéa, des mots « dans le secteur concerné et par l'association d'employeurs, mandatée à cette fin par l'association sectorielle d'employeurs de ce secteur » par les mots « et par l'association sectorielle d'employeurs du secteur concerné ».

**18.** L'article 45.4 de cette loi, édicté par l'article 28 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié :

1° par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, des mots « dans ce secteur » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

«À compter de la même échéance, le lock-out est permis à condition qu'il soit déclaré par l'association sectorielle d'employeurs du secteur pour la totalité des employeurs effectuant ou faisant effectuer des travaux de construction dans le secteur et qu'il ait été autorisé à la suite d'un scrutin secret et selon les conditions et modalités applicables à la conclusion d'une entente visée au premier alinéa de l'article 44. ».

**19.** L'article 46 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après «qu'elle vise;» de «sous réserve du chapitre VI.1, ».

**20.** L'article 47 de cette loi, remplacé par l'article 31 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«La date d'expiration d'une convention collective est le 30 avril de tous les trois ans, à partir du 30 avril 1995. ».

**21.** L'article 48 de cette loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 61 des lois de 1993, est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots «L'association» par les mots «Une association sectorielle»;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot «collective», des mots «pour son secteur»;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«L'association sectorielle d'employeurs doit également transmettre un exemplaire ou une copie conforme de la convention collective et de ses annexes à l'association d'employeurs. ».

**22.** Les articles 54 et 54.1 de cette loi sont remplacés par le suivant:

«**54.** Le salaire dû par un sous-entrepreneur est une obligation solidaire entre ce sous-entrepreneur et l'entrepreneur avec qui il a contracté, et entre ce sous-entrepreneur, le sous-entrepreneur avec qui il a contracté, l'entrepreneur et tout sous-entrepreneur intermédiaire.

Cette solidarité s'étend aussi au client qui a contracté avec un entrepreneur qui n'est pas titulaire de la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment, à l'égard du salaire dû par cet entrepreneur et par chacun de ses sous-entrepreneurs. ».

**23.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 60.1, du chapitre suivant :

## « CHAPITRE VI.1

### « ENTENTES PARTICULIÈRES

« **60.2** Une association sectorielle d'employeurs et une ou plusieurs associations représentatives à un degré de plus de 50 % peuvent conclure une entente particulière sur les conditions de travail qui seront applicables pour la réalisation d'un projet de construction de grande importance dans le secteur de cette association sectorielle d'employeurs. Sauf au regard des matières mentionnées à l'article 61.1, ces conditions de travail peuvent être différentes de celles qui sont applicables dans le secteur concerné.

Aux fins du présent chapitre, l'expression « projet de construction de grande importance » désigne un projet de construction à la réalisation duquel, selon les prévisions agréées par les parties à l'entente, au moins 500 salariés seront employés simultanément à un moment donné des travaux.

« **60.3** À l'exception des articles 42, 43 à 45.3, 46 et 47 et du troisième alinéa de l'article 48 et à moins que le contexte ne s'y oppose, les dispositions de la présente loi qui concernent une convention collective ou son application s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à une entente particulière.

Si, à la date du dépôt d'une entente particulière suivant l'article 48, il existe une convention collective applicable dans le secteur concerné par l'entente, l'entente particulière devient alors une annexe à cette convention collective. Sinon, elle devient une convention collective d'application restreinte jusqu'à la prise d'effet d'une convention collective dans le secteur concerné, auquel cas elle devient alors une annexe à cette convention collective.

L'application des clauses d'une entente particulière est limitée, pour la période qui y est déterminée, aux seuls salariés et employeurs qui exécutent ou font exécuter des travaux de construction pour la réalisation du projet de construction de grande importance visé par l'entente. ».

**24.** L'article 80 de cette loi est abrogé.

**25.** L'article 80.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « Ce conseil

d'arbitrage entend également» par «Le conseil d'arbitrage institué en vertu du paragraphe *c* de l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (chapitre F-5) entend».

**26.** L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *c.1* du premier alinéa, du suivant:

«*c.2*) recouvrer de l'employeur qui omet de lui transmettre le rapport mensuel visé au paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 82 les sommes correspondant aux indemnités, contributions, cotisations et prélèvements qui auraient dû être transmises avec ce rapport, et un montant supplémentaire égal à 20 % de ces sommes; le montant ainsi réclamé peut être établi au moyen d'une expertise basée sur l'étendue des travaux faisant l'objet du contrat exécuté par l'employeur;»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *d* du premier alinéa, des mots «trois paragraphes ci-dessus» par «paragraphes *a* à *c.2*».

**27.** L'article 81.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de «du paragraphe *c.1* de l'article 81» par «des paragraphes *c.1* et *c.2* de l'article 81, à l'exception des sommes suivantes:

«1° celles correspondant aux cotisations syndicales, qui sont remises aux associations représentatives selon les pourcentages établis en vertu de l'article 35;

«2° celles correspondant à la cotisation patronale, qui sont remises à l'association d'employeurs;

«3° celles correspondant au prélèvement et au montant supplémentaire que la Commission recouvre en vertu du paragraphe *c.2* de l'article 81, qu'elle conserve.».

**28.** L'article 82 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *c* du premier alinéa et après le mot «administration», des mots «et fixer un montant minimum qu'un employeur est tenu de verser par période mensuelle»;

2° par l'insertion, dans la première ligne du sous-paragraphe 2° du paragraphe *c* du premier alinéa et avant les mots «le prélèvement»,

des mots «sauf si le total de ces montants est inférieur au montant minimum qu'un employeur peut être tenu de verser par période mensuelle,».

**29.** L'article 92 de cette loi, modifié par l'article 57 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe 3°, des mots «de salariés qui ne sont plus assujettis à une convention collective conclue en vertu de la présente loi, si leur propre convention collective ou décret le permet» par «de salariés :

«a) qui ne sont plus assujettis à une convention collective conclue en vertu de la présente loi;

«b) qui exécutent temporairement des travaux non visés par la présente loi, mais dans la mesure où leur participation à ce régime n'est pas interdite par une convention collective ou un décret qui les vise;

«c) visés par une convention collective ou un décret qui prévoit expressément leur participation à ce régime.

Le règlement détermine alors le montant des cotisations et contributions à ce régime. ».

**30.** L'article 123.1 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 13°, du suivant :

«13.1° délimiter le territoire du Québec en régions et définir et délimiter des zones limitrophes; »;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Les dispositions des règlements pris en vertu du présent article peuvent varier selon les secteurs, les régions et les zones limitrophes.

Ces règlements peuvent aussi prévoir des normes différentes à l'égard des femmes en vue de favoriser leur accès et leur maintien sur le marché du travail dans l'industrie de la construction. ».

**31.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 126, des suivants :

« **126.0.1** La Commission doit élaborer, après consultation de la Commission des droits de la personne du Québec, des mesures visant à favoriser l'accès ou le maintien des femmes sur le marché du travail dans l'industrie de la construction.



Elle doit transmettre au ministre, à sa demande, tout rapport ou autre renseignement concernant l'application du premier alinéa dans le délai et suivant la forme qu'il détermine.

« **126.0.2** Des frais de 0,075 \$ par heure de travail sont payables à la Commission par toute personne qui lui transmet des contributions et des cotisations aux régimes complémentaires d'avantages sociaux à l'égard d'un employé qui n'est pas un salarié assujetti à la présente loi.

Des frais de 0,075 \$ par heure de travail sont payables à la Commission par l'employé visé au premier alinéa; ces frais peuvent être acquittés au moyen d'une retenue sur le salaire de cet employé.

Le présent article prend effet le (*indiquer ici la date du premier jour du mois qui suit celui de la sanction de la présente loi*). Il conserve son effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement du gouvernement portant sur de semblables frais, pris en vertu du paragraphe 8.1° de l'article 123. ».

#### AUTRES DISPOSITIONS MODIFICATIVES

**32.** L'article 1 de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61) est modifié par la suppression, dans les cinquième, sixième et septième lignes du paragraphe 2°, des mots « ou par des salariés habituels d'une personne dont l'activité principale est d'effectuer de tels travaux et qui en est chargée à titre exclusif par le fabricant ».

**33.** L'article 18 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes 1° et 2°.

**34.** L'article 77 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne et après le mot « loi », de « ou par la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (*indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de la présente loi*) ».

**35.** L'article 83 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « sectorielle d'une association sectorielle d'employeurs et d'une association représentative » par les mots « d'une association sectorielle d'employeurs ».

**36.** L'article 85 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots «le degré de représentativité sectorielle des associations représentatives et» ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots «sont basés» par les mots «est basé».

**37.** L'article 34 de la Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1975, chapitre 51), modifié par l'article 70 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots «et de la coordination des négociations des conventions collectives suivant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction».

**38.** L'article 2 de la Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (1976, chapitre 72), modifié par l'article 71 du chapitre 61 des lois de 1993, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *b*, du mot «les» par le mot «des» ;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

«*d*) de fournir un soutien, en matière de relations du travail, aux associations sectorielles d'employeurs et d'agir à titre de mandataire aux fins de la négociation et de la conclusion de tout ou partie d'une convention collective ou d'une entente particulière suivant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20). ».

**39.** L'article 19 du Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction, approuvé par le décret 313-93 du 10 mars 1993, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Malgré le premier alinéa, la proportion entre le nombre d'apprentis et celui de compagnons du même métier à l'emploi d'un employeur peut, dans le secteur résidentiel, être supérieure à celle mentionnée à l'annexe B et atteindre un apprenti par compagnon. ».

La modification apportée par le présent article est réputée avoir été adoptée conformément à la Loi sur les relations du travail, la

formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

**40.** Le Règlement de prélèvement de la Commission de la construction du Québec, approuvé par le décret 1791-93 du 8 décembre 1993, est modifié:

1° par le remplacement, dans l'article 1, de «l'année 1994» par «les années 1994 et 1995»;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe a de l'article 1, de: «toutefois et à compter du (*indiquer ici la date du premier jour du mois qui suit celui de la sanction de la présente loi*), le montant minimum qu'un employeur ou un entrepreneur autonome est tenu de verser par période mensuelle de travail est de 10 \$.».

La modification apportée par le présent article est réputée avoir été adoptée conformément à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**41.** Jusqu'au 30 juin 1995, le paragraphe 1° de l'article 5 n'a pas d'effet à l'égard de travaux prévus à un contrat conclu au plus tard le (*indiquer ici la date du jour de la présentation de la présente loi*), à condition qu'une copie datée et signée de ce contrat soit reçue à la Commission de la construction du Québec au plus tard le (*indiquer ici la date du trentième jour suivant celui de la sanction de la présente loi*).

L'application de l'article 89 de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61) est prolongée jusqu'au 30 juin 1995 à l'égard d'un salarié qui effectue des travaux visés au premier alinéa et qui, en 1994, a continué à participer aux régimes complémentaires d'avantages sociaux en vertu de cet article.

**42.** Aux fins de l'application des articles 60.2 et 60.3 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction édictés par l'article 23 de la présente loi et jusqu'à la prise d'effet, après l'entrée en vigueur de cet article, de la première convention collective applicable dans un secteur, l'expression «convention collective» s'entend, selon le cas et à moins que le contexte ne s'y oppose, du Décret de la construction édicté par le décret 172-87 du 4 février 1987

et ses modifications en vigueur ou des conditions de travail contenues dans ce Décret et qui sont maintenues par l'effet de l'article 82 du chapitre 61 des lois de 1993.

**43.** Le commissaire de la construction et le commissaire adjoint de la construction nommés par le ministre et dont le mandat n'est pas expiré le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sont réputés avoir été nommés par le gouvernement en vertu de l'article 21.1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, édicté par l'article 7 de la présente loi.

**44.** Le conseil d'arbitrage institué en vertu du paragraphe *c* de l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) reste saisi de toute demande qui lui a été soumise en vertu de l'article 80 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction avant son abrogation par l'article 24 de la présente loi.

**45.** Dans toute autre loi, dans un règlement, une ordonnance, une proclamation, un décret, un contrat, une entente ou un autre document, une référence au conseil d'arbitrage institué en vertu du paragraphe *c* de l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre devient, dans la mesure où il s'agit de la compétence dévolue au conseil d'arbitrage par l'article 80 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction avant son abrogation par l'article 24 de la présente loi, une référence au commissaire de la construction ou au commissaire adjoint de la construction, à moins que le contexte ne s'y oppose, en faisant les adaptations nécessaires.

**46.** Aux fins des articles 7, 7.1, 9, 24.9 et 24.10 du Règlement sur la délivrance des certificats de compétence, approuvé par le décret 673-87 du 29 avril 1987 et ses modifications ultérieures, l'expression «industrie de la construction» s'étend aussi, pour l'année 1994, aux travaux de construction de bâtiments réservés exclusivement à l'habitation, y compris les installations et équipements physiquement rattachés ou non à ces bâtiments, lorsque ces bâtiments comprennent, au total, huit logements ou moins.

Aux mêmes fins et jusqu'au 30 juin 1995, elle s'étend aussi à ces travaux lorsque le premier alinéa de l'article 41 s'y applique.

**47.** La Commission de la construction du Québec, en application du paragraphe 5° de l'article 14 du Règlement sur la délivrance des certificats de compétence, délivre, sur demande, une exemption visée à cet article à toute personne qui démontre avoir effectué, pendant au moins 300 heures en 1994, des travaux de construction relatifs à des bâtiments réservés exclusivement à l'habitation, y compris les installations et équipements physiquement rattachés ou non à ces bâtiments, lorsque ces bâtiments comprenaient, au total, huit logements ou moins.

Dans le cas de travailleurs qui, en 1994, résidaient sur le territoire d'un état ou d'une province du Canada dont le gouvernement est partie, avec le gouvernement du Québec, à une entente intergouvernementale en vigueur prévoyant la reconnaissance mutuelle des compétences et des expériences de travail dans les métiers et occupations du secteur de la construction, les 300 heures de travaux visées par le premier alinéa peuvent avoir été effectuées sur le territoire de cet état ou province.

Une exemption délivrée en vertu du premier alinéa est valable jusqu'au 31 décembre 1995 et pour les travaux de construction relatifs à des bâtiments ou à des ensembles de bâtiments contigus, y compris les installations et les équipements physiquement rattachés ou non à ces bâtiments, dont au moins 85 % de la superficie, excluant celle de tout espace de stationnement, est réservée à l'habitation et dont le nombre d'étages au-dessus du sol, excluant toute partie de sous-sol et vu de toute face du bâtiment ou de l'ensemble de bâtiments contigus, n'excède pas six dans le cas de bâtiments neufs ou huit dans les autres cas.

**48.** Une exemption délivrée en vertu de l'article 47 peut porter sur un certificat de compétence-apprenti ou sur un certificat de compétence-occupation.

Elle porte sur un certificat de compétence-apprenti correspondant à un métier, lorsque la personne qui demande l'exemption démontre avoir accompli, en 1994, des tâches de ce métier aux termes des définitions de métiers qui figurent à l'annexe A du Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction, approuvé par le décret 313-93 du 10 mars 1993 et ses modifications ultérieures, et à condition, dans le cas des métiers auxquels correspondent des tâches des métiers définis à l'annexe A du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la

construction (R.R.Q., 1981, c. F-5, r.4), que la personne qui demande l'exemption démontre avoir été titulaire, en 1994, du certificat de qualification ou du carnet ou de la carte d'apprentissage approprié exigé, le cas échéant, par ce règlement.

Lorsque, sous réserve de la même condition, la personne qui demande une exemption portant sur un certificat de compétence-apprenti démontre avoir accompli, en 1994, des tâches de plus d'un métier aux termes des définitions de métiers qui figurent à l'annexe A du Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction, il lui appartient de choisir, parmi les métiers dont elle a accompli des tâches, celui qui sera concerné par l'exemption délivrée en vertu de l'article 47; une fois l'exemption délivrée, son titulaire ne peut modifier ce choix.

**49.** La Commission de la construction du Québec peut, conformément aux conditions prévues au Règlement sur la délivrance des certificats de compétence, délivrer un certificat de compétence-apprenti ou un certificat de compétence-occupation à une personne qui était titulaire d'une exemption prévue à l'article 47 et qui a exécuté, en 1995, des travaux visés par cette exemption.

Malgré l'article 2.1 de ce règlement, un certificat de compétence-apprenti peut être délivré à une personne qui n'est pas titulaire d'une reconnaissance de fin d'études professionnelles de niveau secondaire accordée par le ministre de l'Éducation pour le métier de la construction visé, si cette personne respecte les conditions de l'article 3 de ce règlement. Aux fins du renouvellement de ce certificat, le deuxième alinéa de l'article 7 de ce règlement s'applique et l'expression «programme de formation» s'étend à un programme de formation équivalent dispensé par un organisme d'un gouvernement qui est partie, avec le gouvernement du Québec, à une entente intergouvernementale sur la reconnaissance mutuelle des compétences et des expériences de travail dans les métiers et les occupations du secteur de la construction.

Malgré l'article 4 de ce règlement, un certificat de compétence-occupation peut être délivré à une personne qui n'a pas suivi le cours de connaissance générale de l'industrie approuvé par la Commission, si cette personne a été dans l'impossibilité de suivre ce cours en 1995, mais qu'elle a toutefois suivi avec succès le cours de sécurité exigé par le Code de sécurité pour les travaux de construction (R.R.Q., 1981, c. S-2.1, r.6).

**50.** L'Association des entrepreneurs en construction du Québec doit modifier ses statuts et règlements pour les rendre conformes aux

dispositions de la présente loi et les soumettre au gouvernement pour approbation avant le *(indiquer ici la date du premier jour du deuxième mois suivant la date de la sanction de la présente loi)*.

Ces modifications doivent notamment porter à treize le nombre d'administrateurs de l'Association, dont deux désignés par la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) et deux par la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ).

Le gouvernement peut modifier les statuts et règlements soumis par l'Association. À défaut par celle-ci de se conformer aux deux premiers alinéas, il peut aussi procéder lui-même aux modifications des statuts et règlements de l'Association requises pour les rendre conformes aux dispositions de la présente loi.

**51.** Le ministre de l'Emploi doit, au plus tard le *(indiquer ici la date correspondant au troisième anniversaire du jour de la sanction de la présente loi)*, faire au gouvernement un rapport sur l'application des articles 7.3 à 7.8 ainsi que des chapitres V à VI.1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Ce rapport est déposé dans les 15 jours suivants devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

**52.** Les dispositions de la présente loi doivent être interprétées de manière à respecter les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre d'une entente intergouvernementale en matière de mobilité de la main-d'oeuvre ou de reconnaissance mutuelle des compétences et des expériences de travail dans les métiers et les occupations du secteur de la construction.

**53.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*, à l'exception des dispositions des articles 2, 3 et 51 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.